Sondage positif au sujet des réfugiés

Partage international nº 335 – Juillet 2016

Un sondage commandité en mai 2016 par *Amnesty International* auprès de 27 000 personnes dans 27 pays différents démontre clairement que les gouvernements ne sont pas en phase avec leurs propres peuples : alors qu'ils jurent qu'il n'y a plus de place pour les réfugiés, quatre personnes sur cinq ont répondu qu'ils étaient prêts à en accueillir !

Amnesty a classé les pays sur une échelle de 0 à 100 ; 0 signifiant que tous les sondés seraient défavorables à l'accueil de réfugiés dans leur pays, et 100 que tous les sondés seraient prêts à accepter des réfugiés dans leur environnement, ou même chez eux. En tête des pays dont les habitants accepteraient le plus volontiers des réfugiés, on trouve la Chine, l'Allemagne et le Royaume-Uni, les gouvernements du Royaume-Uni et d'Australie se révélant les plus déphasés par rapport à leur population. Selon le rapport d'Amnesty : *« 29 % des habitants du Royaume-Uni – presque le tiers – sont prêts à accueillir des réfugiés dans leurs propres maisons, et 47 % accepteraient que des réfugiés soient accueillis près de chez eux. Chose incroyable : 96% des Allemands, qui ont pourtant accueilli un million de réfugiés l'année dernière, se disent prêts à en accueillir davantage. Et en Jordanie – ce petit pays qui héberge déjà plus de 600 000 réfugiés syriens –, 94 % des habitants ont fourni la même réponse. »*

En moyenne, 80 % des sondés sont favorables à l'accueil de réfugiés fuyant la guerre ou les persécutions (33 % d'entre eux accepteraient de les accueillir dans leur pays, 15 % dans leur ville, 22 % dans leur voisinage, et 10 % dans leur propre maison). 73 % pensent que les gens devraient avoir le droit de se réfugier dans d'autres pays pour fuir la guerre ou la persécution. 66% pensent que leur gouvernement devrait aider davantage les réfugiés – la Chine, le Nigeria et l'Espagne arrivant en tête dans ce domaine (ainsi que des pays ayant déjà accueilli de nombreux réfugiés : la Jordanie, l'Allemagne, la Grèce et le Kenya).

Ce rapport souligne que *« seulement 9 des 27 pays couverts par le sondage se sont engagés à accueillir quelques-uns des 4,8 millions de réfugiés syriens – en fait, seulement 174 000 en tout, à se partager entre eux ! Quatre autres pays – la Turquie, la Jordanie, la Grèce et l'Allemagne – en hébergent des millions, tout en recevant très peu d'aide des autres pays, dont les gouvernements pensent toujours que ce n'est pas leur problème. L'attitude de ces derniers est complètement déphasée par rapport à celle, positive, de leurs propres citoyens. »*

En mars 2016 , *Amnesty* a lancé un appel pour que davantage de gouvernements intègrent des réfugiés dans leur pays.
« En 2015, plus d'un million de réfugiés ont gagné l'Europe dans de frêles esquifs surchargés. Pourquoi un nombre aussi stupéfiant de réfugiés et de chercheurs d'asile ont-ils payé des milliers de dollars à des passeurs pour risquer leur vie ? Tout simplement parce qu'ils n'avaient pas d'autre option. Les frontières étant verrouillées, un petit nombre seulement d'entre eux peut espérer entrer dans un autre pays légalement et sans risque. Mais personne ne devrait se trouver dans l'obligation de jouer sa vie aux dés pour obtenir la protection qui lui est due. Et les gouvernements pourraient très facilement prévenir ces drames en offrant des alternatives viables à ces gens. » Pourtant, au lieu de leur offrir leur protection, les gouvernements préfèrent dépenser des milliards à contrôler les frontières. *Amnesty* fait toutefois remarquer que, depuis novembre dernier, le Canada a ouvert ses portes à 25 000 réfugiés syriens. *« Chacun d'eux a naturellement rejoint son nouveau pays par avion, tout simplement grâce à un programme de repeuplement […]. Nous estimons que, d'ici à la fin 2017, 1,38 million de réfugiés devront être réimplantés – sur les 19,5 millions de déplacés que compte le monde, et ce chiffre va croissant […]. Il faut les accueillir en bien plus grand nombre, et très vite. Ensemble, nous pouvons aider à ce que cela soit mis en œuvre en faisant connaître le sort des réfugiés, en plaidant pour leurs droits, et en pressant les gouvernements à leur ouvrir des itinéraires d'accès légaux et protégés. Tout de suite. »*

Sources : amnesty.org
Thématiques : Société
Rubrique : Tendances